



# Un autre Orange est possible !

**N**otre entreprise relie les individus, elle permet aux citoyen-ne-s de partager, d'accéder à la connaissance, de mettre en relation. Ce service de télécommunications est indispensable à la population ! C'est un bien universel au même titre que l'eau et l'électricité. Orange a une mission de service public. A ce titre, le réseau d'Orange doit être accessible sur l'ensemble du territoire et quel que soit le niveau de revenu des individus. Notre projet pour ce bien commun n'est pas compatible avec la course aux bénéfices à laquelle se livre Orange, comme d'autres entreprises privées.



Les entreprises du secteur des télécoms sont ancrées dans les processus d'industries et font partie du développement des PIB. Ainsi, en 10 ans, le PIB de la France a progressé de 1,1%, contre +2% pour le PIB européen et +4% pour le PIB mondial. Celui de l'écosystème numérique mondial (opérateurs, services, constructeurs) a quant à lui progressé de 5%.



Au niveau mondial, les opérateurs télécoms ont connu à eux seuls une croissance de 5%. Ils représentent 31% de l'écosystème digital mondial, à égalité avec les fabricants de terminaux, 24% pour les entreprises de l'Internet, et 11% pour les entreprises IT et logiciels.

**+8 % pour les dividendes de l'exercice 2018**  
**+1,1 %, 0,6 % ou 0,65 % pour les salarié-es en 2018 !!**



...mais je leur ai adressé tous mes remerciements



## Chiffres clés



Les opérateurs télécoms européens ont connu la plus faible croissance depuis 10 ans, mais la tendance repart à la hausse depuis 2015. Les opérateurs télécoms ont un revenu annuel de 493 milliards d'euros en Asie, 450 Mds€ en Amérique du Nord, et 324 Mds€ en Europe.



En France, les revenus des 4 opérateurs stagnent depuis 5 ans. Ils représentent 40 Mds€ pour 126 000 emplois.



Sur une base 100 en 2015, l'indice des prix en France a augmenté à 105 pour l'électricité, 104 pour les transports, 102 pour le gaz et 115 pour la poste, alors que celui des télécoms est descendu à 90.



Depuis 2010, les emplois ont chuté chez les opérateurs télécoms de -2,7% et de -1,6% dans le secteur digital, et ce malgré l'arrivée du 4ème opérateur télécom en 2012.

**Groupe Orange**  
septembre 2018

Fédération syndicale activités postales et des télécommunications  
25/27, rue des envierges 75020 Paris / Téléphone : 0144621200  
[www.sudptt.fr](http://www.sudptt.fr) <https://plazza.orange.com/groups/sud>



# Notre environnement

## La régulation des business models des GAFA

Après les GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon) qui ont prospéré à un rythme effréné avec l'économie du web et du mobile, les NATU (Netflix, Airbnb, Tesla, Uber) bousculent à nouveau le secteur des télécommunications. Le plus souvent, ces entreprises ne possèdent ni infrastructure, ni salarié.e.s, exposant à tous les risques, y compris celui de la précarité, les travailleur.euses auto-entrepreneurs sur lesquels elles s'appuient. Avec leur généralisation, c'est tout le modèle social qui risque d'être remis en cause. Les mêmes, avec leurs structures fiscales, s'arrangent pour « optimiser » leur dû à la collectivité en mettant en place des stratagèmes de paiement à minima des impôts dans des paradis fiscaux privant les Etats de recettes fiscales qui auraient pu et dû servir aux populations.

**Pour Sud, il faut des régulations, l'Europe ne doit pas être le terrain de jeu à l'Ouest des GAFA et à l'Est des « BATX » (Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi). Les politiques doivent imposer des règles sociales mieux disantes afin que le droit du travail soit respecté et que ces multinationales participent aux finances publiques à travers l'impôt. Il faut une harmonisation de la fiscalisation en Europe afin de lutter contre les paradis fiscaux. Enfin, la loi doit permettre la naissance de nouveaux moyens de communication sans que l'aspect commercial et de recherche de profit ne s'impose.**

## Les investissements

Le gouvernement est parvenu à un accord avec les opérateurs télécoms pour la mise en œuvre d'une accélération des investissements d'infrastructures afin d'accroître la couverture du territoire en échange du renouvellement des licences. En France, les opérateurs investissent en moyenne 7 milliards d'euros par an depuis 10 ans. La réalité des investissements mis en œuvre et la rapidité d'exécution de la fin des zones blanches vont être à suivre tout particulièrement.

La garantie de pérennisation de l'activité, et donc des emplois d'Orange, nécessite avant tout d'investir dans les réseaux fixes et mobiles.

**Sud propose une hausse des budgets de Recherche et Développement et de fourniture de réseaux, afin de couvrir des usages et services qui permettront encore davantage de rapprocher les citoyen-ne-s. Ces investissements devront être réalisés de pair avec l'aménagement du territoire et respectueux de l'environnement. Orange doit améliorer nettement sa contribution au recyclage des matériels.**

## UN OPÉRATEUR PUBLIC EUROPÉEN DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Sud revendique la naissance d'un opérateur public européen des télécommunications. Disposer d'un accès de communication doit être considéré comme un service universel.

Nous appelons à la construction d'un projet industriel qui réponde aux exigences des usagers : aménagement du territoire, égalité d'accès, politique tarifaire claire et au meilleur prix, et à un niveau social digne de ce nom pour les salarié.e-s.

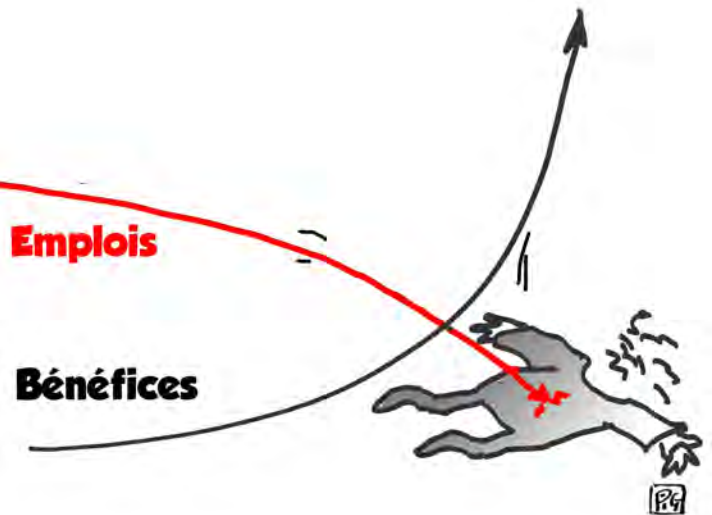
# en questions

## Les mégadeals ou fusions

Dans notre secteur, nous assistons régulièrement aux effets de l'appétit grandissant des entreprises télécoms qui visent à grossir et atteindre des tailles de mastodontes, tel le souhait de passer de 4 à 3 opérateurs en France. L'objectif recherché est toujours : « manger plutôt que d'être mangé ». Cette logique capitaliste et financière ne sert pas les intérêts du public et encore moins celui des salarié-e-s avec des conséquences à chaque fois désastreuses en matière de suppressions d'emplois.

Emplois

Bénéfices



**Pour Sud, la stratégie des entreprises du secteur et, notamment des opérateurs, doit avant tout servir les populations à travers un service de qualité et une politique tarifaire qui permette son accessibilité à toutes et tous. Cela implique un haut niveau social et des créations d'emplois en nombre pour des prestations de qualité. Nous sommes contre la prédation, mais pour les partenariats et les coopérations d'opérateurs.**

## Les datas

Les perspectives innovantes des objets connectés devraient nous faciliter la vie, mais il ne faut pas occulter les menaces qui pèsent sur nos libertés individuelles. Les datas privées ainsi récoltées vont grossir les serveurs des entreprises commerciales. A l'heure où des enceintes connectées envahissent nos vies et semblent nous écouter en permanence, la question de la menace sur notre vie privée est posée. Il convient de mettre en place des règles protégeant les citoyens consommateurs que nous sommes.

**Sud défend l'idée d'un contrôle citoyen du réseau, avec le respect de la vie privée. Nous revendiquons le droit pour les citoyen-ne-s d'accepter ou de refuser tout ou partie de l'utilisation de leurs informations personnelles. Enfin, nous souhaitons que soit inscrit le droit à la déconnexion dans le droit du travail.**

## La neutralité du net

Aux USA de nouvelles orientations ont été prises à ce sujet. La remise en cause voulue par l'administration Trump pose à nouveau la question en Europe et en France de la sacralisation de la neutralité du net. Et ce d'autant plus que les opérateurs comme Orange affichent leur position d'aller dans le même sens que l'orientation de dérégulation prise aux USA. Stéphane Richard souhaite par exemple pouvoir « proposer des qualités de service différenciées avec des prix différenciés comme cela existe dans n'importe quel autre secteur ».

**Pour Sud, la neutralité, c'est un réseau de communications qui doit être accessible à toutes et tous, neutre et interopérable, qui ne privilégie aucun fournisseur de services ou de contenus, à très haut débit et symétrique.**

# Ensemble revendiquons !

## Réduction du temps de travail

DEPUIS DES ANNÉES, LE GROUPE UTILISE LE MOT DIGITALISATION À TOUT-VA ET C'EST MÊME DEVENU UN AXE MAJEUR DE SA STRATÉGIE D'ENTREPRISE. ORANGE BANK S'APPUIE SUR SON CONSEILLER VIRTUEL DJINGO, ET UNE-E CONSEILLER-E ORANGE N'EST SOLlicitÉ POUR POURSUIVRE LA CONVERSATION AVEC LE CLIENT QUE SUR LES QUESTIONS IDENTIFIÉES EN AMONT COMME « RELEVANT PRIORITAIREMENT DE LA RELATION HUMAIN-NE ». LES CONSÉQUENCES SUR L'EMPLOI DE CETTE AUTOMATISATION ET ROBOTISATION SONT DÉSASTREUSES. LES SEULS INTÉRÊTS ONT ÉTÉ RÉALISÉS AU PROFIT DE L'ENTREPRISE SOUS FORME DE GAINS DE PRODUCTIVITÉ, MAIS QUEL BÉNÉFICE POUR LES SALARIÉ-E-S ? ORANGE NE DOIT PAS UTILISER LE DIGITAL POUR ASSERVIR SES SALARIÉ.E.S, ET/OU FAIRE TRAVAILLER GRATUITEMENT LES USAGER-ES À SON PROFIT, MAIS POUR RÉINTRODUIRE DAVANTAGE D'HUMAIN DANS LES RELATIONS PROFESSIONNELLES.

Sud propose que les gains soient redistribués aux salarié-e-s avec un temps de travail à 32 heures hebdomadaires pour le même salaire. Cette digitalisation doit aussi être l'occasion de mettre en place le télétravail comme outil d'aménagement de la vie personnelle et comme levier de l'aménagement du territoire en respectant les collectifs de travail. Partout, et pas seulement dans quelques métropoles, doivent s'ouvrir des espaces collectifs pour le télétravail à disposition des salarié-es. Ces technologies doivent être créatrices de métiers intéressants pour toutes et tous. Il y a nécessité de reprendre la main sur notre vie digitale.

## Redistribution des richesses

UNE NOUVELLE FOIS CETTE ANNÉE, LA DIRECTION D'ORANGE A CHOISI D'AUGMENTER LA DISTRIBUTION DES DIVIDENDES AUX ACTIONNAIRES. LES EXIGENCES DE RENDEMENT FINANCIER DES ACTIONNAIRES, EN PARTICULIER DES FONDS DE PENSION ANGLO-SAXONS, IMPOSENT UNE STRATÉGIE FINANCIÈRE QUI OBÈRE NOS CAPACITÉS D'INVESTISSEMENT ET BLOQUE DES PROJETS D'INNOVATION. LES COROLLAIRES SONT LA COMPRESSION DES EFFECTIFS ET DE LA MASSE SALARIALE ET LE TRANSFERT DE RISQUES VERS UNE SOUS-TRAITANCE MOINS-DISANT SOCIALEMENT. ET EN BOUT DE CHAÎNE, LA PRESSION EXERCÉE SUR LES SOUS-TRAITANTS DÉGRADE LA QUALITÉ DE L'EXPÉRIENCE CLIENT...

Sud propose l'arrêt du versement de dividendes et le retrait d'Orange des marchés financiers. A travers les dividendes, mais aussi le rachat d'actions pratiqué par les entreprises, les actionnaires aspirent plus la richesse des entreprises qu'ils ne les financent ! Cet argent devrait servir à l'investissement et bénéficier davantage aux salarié-es. A l'opposé de l'Etat qui relance les privatisations pour boucler ses budgets et envisage une nouvelle cession de ses actions Orange, Sud plaide pour une augmentation de la participation et de l'engagement de l'Etat !

## Des emplois

CES DERNIÈRES ANNÉES, NOUS ASSISTONS À UNE BAISSÉ CONTINUE DES EFFECTIFS. ENVIRON 4 000 EMPLOIS ONT ÉTÉ DÉTRUITS EN 2017. AINSI, EN FRANCE, AU 30 JUIN 2018, NOUS ÉTIIONS 92 533 SALARIÉ-E-S EN CDI DANS LE GROUPE ORANGE. CETTE STRATÉGIE DE RÉDUCTION DU PERSONNEL A AUJOURD'HUI ATTEINT SES LIMITES, ET DES TENSIONS APPARAISSENT DANS DE NOMBREUSES ENTITÉS DU GROUPE. IL FAUT ARRÊTER CETTE LOGIQUE ABSURDE OÙ 2 DÉPARTS SUR 3 NE SONT PAS REMPLACÉS !

Sud met en garde Orange et l'Etat actionnaire sur le climat social dégradé avec la charge de travail qui s'accroît dans certains services. Nous proposons que le Groupe embauche pour remplacer tous les emplois supprimés afin de pourvoir aux nouveaux métiers. Ces emplois devront également être localisés dans toutes les régions afin de veiller à assurer un maillage du territoire permettant d'allier qualité de vie personnelle et professionnelle. Enfin, la direction doit s'engager à intégrer davantage d'apprenti-e-s et alternant-e-s, ainsi qu'à former les salarié-e-s sans diplôme.